

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 099 – 2013

Séance du : 17 décembre 2013
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 16 membres
Absents excusés : 12 absents excusés dont 2 pouvoirs
Absent non excusé : /

Présents :

Bernard BLENY, Gérard BUQUET, Robert CAHEN, Olivier DUVERGER, Bernard GOY, Chantal KUNKLER, Bertrand LEMONNIER, Pierre LITZLER, Michèle SEILER, Daniel PAYOT, Olivier PONCER, Emmanuel SEJOURNE, Juliette STEINER, Darek SZUSTER, Jean VERNE, Yannick WEYNACHT.

Pouvoirs :

Michel SAMUEL-WEIS donne pouvoir à Daniel PAYOT
Philippe MAITREAU donne pouvoir à Robert CAHEN

Absents excusés :

Jean-Philippe BEDEZ, Françoise BUFFET, Souad EL MAYSOUR, Robert GROSSMANN, Robert HERRMANN, Philippe MAITREAU, Sara MARGUIER, Denis RAMBAUD, Anne-Pernelle RICHARDOT, Sophie ROHFRITSCH, Michel SAMUEL-WEIS, Eric SCHULTZ.

6ème point de l'ordre du jour : convention entre la Haute école des arts du Rhin et la centrale d'achat UGAP pour le nettoyage du site de Mulhouse

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- approuve le projet de convention joint en annexe entre la HEAR et l'UGAP pour la fourniture de prestations de propreté de locaux et de surfaces et de fournitures associées.
- autorise le Président ou son représentant à signer la dite convention et ses éventuels avenants.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget 2014 de l'établissement.

Vote

Votants : 18
Pour : 18
Contre : -
Abstention : -

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

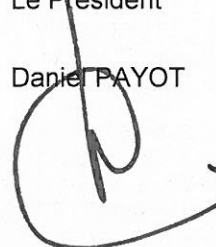
Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Adopté

Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le 20. décembre 2013
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le : 20. décembre 2013 à 12. heures.

Le Président

Daniel PAYOT



Haute école des arts du Rhin

Délibération du Conseil d'administration
n° 099- 2013 du 17 décembre 2013

Objet : convention entre la Haute école des arts du Rhin et la centrale d'achat UGAP pour le nettoyage du site de Mulhouse

Exposé des motifs

La Haute école des arts du Rhin a passé, pour son site de Mulhouse, une convention annuelle depuis le 1^{er} janvier 2012 avec l'Union des Groupements d'Achat Public (UGAP) concernant les prestations de propreté de locaux et de surfaces et de fournitures associées.

Aussi est-il proposé de conclure une convention avec l'UGAP à compter du 1^{er} janvier 2014 pour une durée de 12 mois pour les prestations suivantes : nettoyage des locaux administratifs, des locaux à destination pédagogique et des chambres.

42 800 € ont été prévus au budget primitif 2014, pour ces prestations.

Aussi est-il proposé au Conseil d'autoriser le Président ou son représentant à signer la convention jointe en annexe permettant de bénéficier des services de l'UGAP.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- approuve le projet de convention joint en annexe entre la HEAR et l'UGAP pour la fourniture de prestations de propreté de locaux et de surfaces et de fournitures associées.
- autorise le Président ou son représentant à signer la dite convention et ses éventuels avenants.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget 2014 de l'établissement.



CADRE RESERVE A L'UGAP

Date d'arrivée du document
original à l'UGAP.(tampon) :

CONVENTION-CLIENT D'EXECUTION DE PRESTATIONS
DE PROPRETE DE LOCAUX ET DE SURFACES,
LE CAS ECHEANT, ACCOMPAGNEES DE FOURNITURES ASSOCIEES

N° 0000141392 d'inscription au répertoire des conventions de l'UGAP

Entre, d'une part :

HAUTE ECOLE DES ARTS DU RHIN - MULHOUSE

représenté(e) par Monsieur David CASCARO agissant en qualité de Directeur
Personne responsable de l'exécution de la convention : Monsieur Fabien LERDUNG

Téléphone : 03 69 77 77 24 Télécopie :
E mail : fabien.lerdung@mulhouse-alsace.fr

Code usager UGAP : 67918588

Ci-après dénommé(e) « l'usager »,

Comptable assignataire des paiements : M. Pierre DANJOIE

recette des finances - 1 parc de l'etoil
67076 STRASBOURG Cedex

Téléphone : Télécopie :
Email :

Et d'autre part :

L'Union des groupements d'achats publics (UGAP),

établissement public industriel et commercial de l'État créé par le décret 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, n° 776
056 467 RCS Meaux, ayant son siège: 1, boulevard Archimède - Champs-sur-Marne, 77444 Marne-la-Vallée
Cedex 2 ;

représentée par le président de son conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 11 du décret du
30 juillet 1985 modifié précité ;

Personne responsable de l'exécution de la convention, agissant par délégation : le Directeur interrégional

Eric Deneuve
2 ALLEE DES TILLEULS CS 40109

54183 HEILLECOURT CEDEX

Téléphone : 0388103429
E mail : EDeneuve@ugap.fr

télécopie : 03-83-30-40-99

Ci-après dénommée « l'UGAP »,

Le document type a reçu, en date du 24/04/2012, le visa n° 12-0404/C, du Contrôleur Général placé auprès de l'UGAP

PRÉAMBULE

Vu les articles 9 et 31 du code des marchés publics au terme desquels les personnes publiques soumises au code des marchés publics, lorsqu'elles ont recours à une centrale d'achat, sont considérées comme ayant respecté leurs obligations en matière de publicité et de mise en concurrence ;

Vu les articles 5 et 15 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au Code des marchés publics, au terme desquels ces personnes, lorsqu'elles ont recours à une centrale d'achat soumise au Code des marchés publics, sont dispensées de leurs obligations en matière de publicité et de mise en concurrence ;

Vu les articles 1^{er} 17 et 25 du décret n° 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, disposant, pour le premier, que l'UGAP « constitue une centrale d'achat au sens du code des marchés publics et de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005... », pour le deuxième, que « l'établissement est soumis, pour la totalité de ses achats, aux dispositions du code des marchés publics applicables à l'Etat » et, pour le troisième, que « les rapports entre l'établissement public et une collectivité [...] peuvent être définis par une convention prévoyant notamment la nature des prestations à réaliser, les conditions dans lesquelles la collectivité ou l'organisme contrôle leur exécution et les modalités de versement d'avances sur commande à l'établissement » ;

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention a pour objet la réalisation de prestations de propreté de locaux et de surfaces, le cas échéant, accompagnées de fournitures associées.

Les prestations sont réalisées par le titulaire d'un marché public, conclu par l'UGAP pour le compte de l'utilisateur, ci-après dénommé « prestataire ».

Sont exclues de la présente convention, les prestations réalisées sur les sites dont l'activité relève :

- des établissements et services sociaux et médico-sociaux au sens du code de l'action sociale et des familles et énumérés à l'article L312-1 dudit code dont les locaux nécessitent des prestations de bio-nettoyage et les Etablissements Français du Sang.
- des établissements de santé visés à l'article L6111-1 du code de la santé publique.

Et dont les locaux nécessitent des prestations de bio-nettoyage.

ARTICLE 2 – ETENDUE DES BESOINS À SATISFAIRE

Les besoins que l'utilisateur s'engage, a minima, à satisfaire auprès de l'UGAP correspondent au montant cumulé des prestations à réaliser la première année pour les bâtiments figurant dans l'annexe « périmètre initial » au jour de la signature de la convention.

ARTICLE 3 – DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de réception, par l'UGAP, de l'original qui lui est destiné, signé par l'utilisateur (sur lequel est porté, le cas échéant, le visa de l'autorité de contrôle de l'utilisateur) pour une durée ferme de 1 an(s).

La présente convention n'est pas reconductible.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le document type a reçu, en date du 24/04/2012, le visa n° 12-0404/C, du Contrôleur Général placé auprès de l'UGAP

Les documents contractuels sont par ordre de priorité décroissant :

- La présente convention et son annexe « périmètre initial » et le cas échéant les annexes « modifications du périmètre initial » ;
- les commandes de l'utilisateur passées en exécution de la présente convention et établies conformément aux EPD remis par l'UGAP sur la base de l'évaluation des besoins de l'utilisateur ;
- les conditions générales d'exécution (CGE) relatives à l'exécution de services de propreté de locaux et de surfaces accompagnées de fournitures associées et leurs annexes (version V2 du 07/01/2013) ;
- et de manière supplétive, les conditions générales de ventes de l'UGAP disponibles sur le site www.ugap.fr, rubrique « l'UGAP - textes légaux ».

ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESENTE CONVENTION

L'utilisateur s'engage à respecter l'ensemble des dispositions de la présente convention et des documents contractuels visés ci-dessus. A cet égard, il veille à informer l'ensemble de ses agents concernés du contenu de ces documents, notamment des CGE.

Tous les dommages, y compris le préjudice commercial, la perte de bénéfice, la perte de chiffres d'affaires, la perte de commandes, la perte de clientèle, l'atteinte à l'image, causés par la faute de l'utilisateur en méconnaissance des présentes dispositions, sont à sa charge.

Lesdites CGE précisent également la forme des prix, les modalités d'exécution des prestations et de passation des commandes, les modalités de vérification et d'admission des prestations ainsi que les conditions de règlement.

5.1 Commandes des prestations annuelles

La signature de la présente convention vaut commande pour la première année des prestations annuelles, telles que définies aux CGE. Les prestations sont détaillées dans le (les) état(s) préparatoire(s) au devis (EPD) annuel(s) constituant le « périmètre initial » figurant en annexe de la présente convention.

Pour les années suivantes et/ou en cas de modification du périmètre initial, la validation de l'EPD annuel vaut commande des prestations y figurant.

5.2 Minima de commandes

L'utilisateur est soumis à un minimum de commandes de 12 mois (périodes de fermeture incluses) comprenant la réalisation de prestations récurrentes sur une période minimale de 8 mois pour chaque bâtiment figurant dans l'annexe « périmètre initial » et pour chaque année de la durée de la convention. En cas d'annexe modificative du périmètre initial, cette obligation vaut pour la durée restant à courir de la convention.

5.3 Modification du périmètre initial

Le périmètre initial peut être modifié par simple notification de l'utilisateur au représentant de l'UGAP figurant en page 1 de la présente convention.

Ces modifications peuvent donner lieu à une variation à la hausse comme à la baisse du périmètre initialement défini. En cas de modification à la hausse, un EPD complémentaire est réalisé. En cas de modification à la baisse, l'EPD initial est modifié. Les modalités de réalisation de l'EPD sont précisées à l'article 5.1.2 des CGE.

Si le prestataire peut prétendre à une indemnisation du fait de cette modification, l'utilisateur prend à sa charge tous les dommages auxquels le prestataire pourrait prétendre ou qui lui seraient alloués par décision de justice.

Les commandes peuvent être modifiées ou annulées, par simple notification de l'utilisateur à l'UGAP, dans les conditions définies à l'article 5.3 des CGE.

ARTICLE 6 – PERSONNES HABILITEES A PASSER COMMANDE

L'usager communique à l'UGAP, par écrit, la liste des personnes habilitées à passer les commandes, par retour de la présente convention signée.

ARTICLE 7- DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de différend, préalablement à tout recours contentieux devant la juridiction administrative compétente, une réclamation est faite auprès de l'UGAP.

La réclamation est adressée obligatoirement à la personne de l'UGAP responsable de l'exécution de la convention, désignée en page 1, par lettre recommandée avec avis de réception postal. Le cas échéant, le différend est ensuite porté au Département Satisfaction Clientèle de la Direction du réseau de l'Ugap, au siège de l'établissement.

ARTICLE 8- DISPONIBILITE DE L'OFFRE DE L'UGAP

L'UGAP s'engage à tout mettre en œuvre pour assurer une disponibilité constante de son offre pendant toute la durée de la présente convention.

Le non respect par l'UGAP de cet engagement ouvre droit, au profit de l'usager, à la résiliation des dispositions de la présente convention relatives à la satisfaction du besoin considéré dans les conditions définies à l'article suivant.

ARTICLE 9 - RESILIATION

La présente convention peut être résiliée par chacune des parties. Chacune des parties s'engage à respecter un délai de prévenance de 90 jours minimum.

La décision précisant les motifs et la date d'effet de la résiliation est adressée à la personne responsable de l'exécution de la convention, désignée en page 1 et est notifiée par tout moyen permettant d'en attester la réception.

La résiliation n'exonère pas les parties de l'exécution des commandes en cours à la date d'effet précitée.

Lorsque la résiliation intervient à l'initiative de l'usager, l'UGAP a droit à une indemnité dont le montant est obtenu en appliquant à l'engagement initial de la présente convention, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage fixé à 4% du montant hors taxes de l'engagement non réalisé de la convention dans la limite d'un plafond de 50 000 €.

Quelle que soit la date à laquelle intervient la résiliation, le prestataire a droit à être indemnisé du montant des frais exposés (notamment, ajustement de reprise du personnel, le cas échéant) et investissements engagés pour la convention et strictement nécessaires à son exécution. Cette indemnisation, après expertise et validation de l'UGAP, est intégralement prise en charge par l'usager.

Lorsque l'usager souhaite résilier la convention pour faute du titulaire, il doit préalablement mettre en demeure l'UGAP. Si cette mise en demeure est restée infructueuse durant 30 jours, l'usager peut résilier la présente convention pour faute du titulaire. La date de prise d'effet de la résiliation pour faute du titulaire ne peut être inférieure à 90 jours à compter de la notification à l'UGAP de ladite résiliation.

La résiliation de la présente convention intervient de plein droit à la suite de la résiliation du marché, prononcée en raison de la défaillance du prestataire. Dans ce cas, l'UGAP met en œuvre, dans le cadre d'une convention nouvellement conclue avec l'usager, toutes mesures utiles de nature à garantir la poursuite des prestations.

Le présent document est établi en deux exemplaires originaux

Fait à le 16/12/2013

Pour l'usager
(nom et qualité du signataire et cachet de l'établissement)

David CASCARO
Directeur Général

Pour le Président de l'UGAP et par délégation,

Le cas échéant, visa de l'autorité de contrôle de l'usager



Annexe 1 « périmètre initial » : 4 EPD pour un montant total de 32038.33 € HT.

Le montant de l'ajustement de reprise du personnel figurant dans le(s) EPD année 1 est un montant pour la durée totale du marché dont le paiement est lissé sur la durée du marché.

Le document type a reçu, en date du 24/04/2012, le visa n° 12-0404/C, du Contrôleur Général placé auprès de l'UGAP